



HAL
open science

Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal être

Rémi Castets

► **To cite this version:**

Rémi Castets. Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal être. Perspectives chinoises, 2003, 78, pp.34-48. hal-02293694

HAL Id: hal-02293694

<https://hal.science/hal-02293694>

Submitted on 21 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Rémi Castets

Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être.

Après le 11 septembre 2001, le régime chinois s'est efforcé d'insérer la répression de l'opposition ouïghoure dans la dynamique internationale de lutte contre les réseaux terroristes islamistes

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Rémi Castets, « Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 78 | juillet-août 2003, mis en ligne le 02 août 2006, consulté le 23 mai 2015.
URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/156>

Éditeur : Centre d'Études Français sur la Chine contemporaine

<http://perspectiveschinoises.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://perspectiveschinoises.revues.org/156>

Document généré automatiquement le 23 mai 2015. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Rémi Castets

Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être.

Après le 11 septembre 2001, le régime chinois s'est efforcé d'insérer la répression de l'opposition ouïghoure dans la dynamique internationale de lutte contre les réseaux terroristes islamistes

- 1 Au cours des vingt dernières années, les troubles au Xinjiang se sont multipliés et le sentiment national ouïghour s'est renforcé. Cette étude se propose de mettre en évidence les causes et les formes de la montée du nationalisme ouïghour. Nous soulignerons l'impact déterminant d'un contexte sociopolitique largement sous-tendu par des logiques coloniales pour expliquer le renforcement de cette idéologie visant à redonner aux Ouïghours, ou plus largement aux populations turcophones du Xinjiang, les rênes du pouvoir politique que ce soit au sein d'une entité véritablement autonome ou indépendante. Nous soulignerons aussi le rôle joué par les inflexions récentes du contexte politique en Chine et en Asie centrale¹.

Un contexte historique et politique mouvementé

- 2 Rattaché à la Chine au milieu du XVIII^e siècle, le Xinjiang (Turkestan oriental²) est essentiellement peuplé de turcophones³ musulmans⁴ au sein desquels les Ouïghours⁵ sont majoritaires (voir tableau 1). En dépit d'une longue tradition d'échanges avec la Chine, la culture et la religion de ces populations les rattachent avant tout au monde centre-asiatique. C'est sans doute l'une des raisons qui expliquent pourquoi en dépit d'un degré croissant d'intégration à la Chine, l'idée d'une communauté de destin liant ces populations à cette dernière a toujours eu du mal à s'imposer. Cependant, au-delà de ces facteurs d'ordre culturels, d'autres facteurs, à différentes époques, ont contribué à fragiliser la souveraineté chinoise sur cette région. Ainsi, durant la première moitié du XX^e siècle, véhiculé par les élites locales en contact avec la Turquie et les Tatars de Russie, le réformisme panturquiste⁶ a posé les premiers jalons idéologiques des mouvements anticoloniaux au Xinjiang⁷. Alors que le pouvoir central chinois s'affaiblissait et que les grandes puissances (Grande-Bretagne, URSS...) tentaient d'instrumentaliser les différentes factions politiques pour asseoir leur influence, le Xinjiang connut dans la première moitié du XX^e siècle l'établissement de deux Républiques indépendantes : la République turque islamique du Turkestan oriental (RTITO) dirigée par les émirs de Khotan et des panturquistes anticommunistes, et centrée sur la région de Khotan et de Kachgar (1933 et 1934)⁸ ; puis la République du Turkestan oriental (RTO) soutenue par les Soviétiques entre 1944 et 1949 et établie sur les trois districts du nord du Xinjiang le long de la frontière avec l'URSS⁹.
- 3 A partir de 1949, la réémergence d'un nouveau pouvoir central fort a permis à la Chine de raffermir sa souveraineté sur la région. Le régime communiste a alors mis en place une politique des nationalités calquée sur le modèle soviétique : 55 minorités nationales (*shaoshu minzu*) forment avec les Hans la nation chinoise. Depuis, pour la première fois en Chine, cette politique garantit la reconnaissance des particularismes linguistiques et culturels des minorités nationales, tout en les dotant d'avantages leur permettant de mieux s'intégrer dans le nouveau système¹⁰.
- 4 Parallèlement, l'opposition panturquiste séparatiste et les derniers maquis de rébellion ayant été éradiqués, la province du Xinjiang a été transformée en 1955 en région autonome. Mais cette autonomie, en réalité d'ordre symbolique, contraste avec la véritable autonomie politique que beaucoup espéraient. Le système politique de la région reste en effet contrôlé par le parti communiste, lui-même tenu par des Hans originaires de la Chine intérieure. Nourrissant de fortes frustrations, les carences de ce système ont empêché la retranscription de nombreuses

aspirations de la société ouïghoure, tout comme la remise en cause de politiques massivement rejetées ; la plus mal vécue étant sans doute la colonisation de la région.

5 Dès les années 1950, le régime communiste a encouragé la mise en place de centres de peuplement han pour sécuriser, mieux contrôler et mettre en valeur cette région riche en hydrocarbures, ressources minérales et terres agricoles vierges¹¹. Depuis 1949, la région connaît un afflux massif d'immigrants hans largement canalisé par les Corps de production et de construction du Xinjiang (CCPX) (*Xinjiang shengchan jianche bingtuan*). A l'origine, cette organisation avait permis de fixer d'anciens soldats démobilisés de la guerre civile par les avantages qu'elle fournissait à ses membres. Ces corps de « paysans-soldats » envoyés sur les marges du pays pour ouvrir de nouvelles zones pionnières n'ont pas survécu à la Révolution culturelle, sauf dans le Xinjiang où ils ont été revitalisés dans les années 1980 afin de poursuivre la colonisation démographique tout en renforçant les effectifs destinés à sécuriser la région. Subventionnés à près de 80 % par le gouvernement central, les CCPX contrôlent aujourd'hui près du tiers des surfaces arables locales et assurent environ le quart de la production industrielle provinciale¹². Dans les années 1950, les CCPX comptaient une centaine de milliers de membres ; aujourd'hui, ils sont passés à plus de 2,4 millions de membres, hans à 90 % (soit le tiers des Hans vivant « officiellement » au Xinjiang¹³). Grâce aux CCPX, mais aussi à travers des flux migratoires non contrôlés directement par l'Etat, la population han est passée de 6,7 % en 1949 à environ 40 % de la population régionale aujourd'hui, soit plus de 7 millions d'habitants sur les 18,5 millions d'habitants de la région (voir *tableau 1*). Mais loin de stabiliser la région, la colonisation, ses répercussions socio-économiques, ainsi que la logique de domination qui régit les rapports entre Pékin et le système politique régional ont généré un mal-être qui a redonné de la vigueur au nationalisme et au séparatisme ouïghours ces dernières années.

6 Ce phénomène a été parallèlement catalysé par les inflexions du contexte politique dans la région. En effet, la victoire des moudjahidines afghans sur l'Armée rouge et l'indépendance des Républiques d'Asie centrale sur fond d'éclatement de l'URSS ont galvanisé le séparatisme ouïghour. Beaucoup de militants ont vu dans l'émergence d'Etats nationaux abritant les autres grands peuples turks d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Turkménistan...) une légitimation de leurs aspirations indépendantistes. De plus, au titre des liens culturels et religieux unissant les Ouïghours au reste de l'Asie centrale, ces événements ont fait naître l'espoir de trouver de nouveaux soutiens de l'autre côté des frontières. Ce contexte potentiellement déstabilisateur, la multiplication concomitante des troubles au Xinjiang et la montée en puissance de l'islamisme¹⁴ en Asie centrale au cours des années 1990 ont amené Pékin à réagir.

7 La Chine, partagée entre la nécessité d'ouvrir les frontières aux flux économiques et la volonté d'isoler l'opposition ouïghoure de tout soutien extérieur ou influence « subversive », a alors couplé sa politique de développement économique de la région avec un renforcement de la coopération sécuritaire avec ses voisins, la poursuite du processus de colonisation démographique et un durcissement de la répression contre les activités politiques et religieuses considérées comme illégales. Mais en refusant de prendre en compte tant l'impact déstabilisateur de la colonisation sur la société ouïghoure que les demandes d'autogouvernement des populations locales, ce faisceau de politiques n'a pas su venir à bout des véritables facteurs à l'origine de la multiplication des troubles.

Les origines du mal-être ouïghour : colonisation et stratification socio-économique au Xinjiang

8 La colonisation et ses conséquences socio-économiques sont mal vécues par les Ouïghours : elles constituent le principal grief des mouvements de protestation. En effet, la colonisation tend par un processus complexe à exclure les minorités nationales du Xinjiang du partage des nouvelles richesses générées par la mise en valeur de la région.

9 Pour tenter de stabiliser la région, l'Etat central a réalisé d'importants investissements¹⁵ qui ont contribué au développement de l'économie locale. Cette région autrefois parmi les plus pauvres de Chine est aujourd'hui, au sein des provinces du « Grand Ouest »¹⁶ chinois, celle qui

dispose du PIB par habitant le plus élevé et elle se classe au 12^e rang des provinces chinoises en termes de PIB par habitant¹⁷. Cependant, ces données macro-économiques encourageantes cachent de fortes inégalités qui s'articulent le long de lignes ethniques. Les investissements, dirigés en priorité vers les zones de colonisation¹⁸, ont aux yeux des Ouïghours surtout bénéficié aux colons hans. Ainsi, le produit intérieur brut (PIB) par habitant dans les zones de peuplement han est largement supérieur à celui des zones où les Ouïghours sont encore majoritaires (voir tableau 2). La faiblesse du PIB par habitant dans le bassin du Tarim où se concentrent les trois quarts de la population ouïghoure du Xinjiang permet de penser qu'une part importante des familles dispose de revenus en-dessous du seuil de pauvreté chinois et a fortiori en-dessous du seuil fixé par les organismes internationaux¹⁹.

10 Parallèlement, ces différences de revenu qui s'articulent le long de lignes ethniques sont à l'origine d'un accès inégal au système éducatif. Ces inégalités d'accès à l'enseignement viennent en retour renforcer les inégalités économiques évoquées précédemment. En effet, l'incapacité des populations les plus pauvres à financer les études de leurs enfants perpétue, au-delà des handicaps linguistiques²⁰ et d'une embauche parfois discriminatoire, des inégalités socioprofessionnelles qui bloquent une large partie de la population ouïghoure aux échelons les plus bas de la société.

11 Théoriquement, via un système de quotas et de bourses universitaires, le système éducatif chinois est censé faciliter l'ascension sociale des minorités. Néanmoins, le désengagement partiel de l'Etat du financement du système éducatif a amené une augmentation des frais de scolarité et la réduction du nombre de bourses scolaires. Avec la libéralisation de l'économie chinoise, une certaine aisance financière est de plus en plus nécessaire pour poursuivre des études. Les familles les plus pauvres n'ont pas les moyens d'assurer une scolarité normale à leurs enfants, elles sont contraintes de restreindre la durée de scolarisation de leurs enfants. Alors que les familles hans plus riches et souvent urbaines peuvent faire suivre à leurs enfants des études plus longues et dans de meilleurs établissements, les enfants des minorités nationales, moins aisées, quittent en masse le système scolaire entre le collège et le lycée (voir tableau 3), ce qui nuit à leur niveau de qualification (voir tableau 4).

12 Ces différences de capital scolaire conjuguées à une embauche souvent discriminatoire dans le privé²¹ perpétuent au cours des décennies une stratification socioprofessionnelle dans laquelle les Ouïghours sont pénalisés par rapport aux Hans. Les minorités nationales au Xinjiang sont sur-représentées au bas de l'échelle socioprofessionnelle et les Hans sont sur-représentés dans les échelons les plus hauts. Ainsi, alors que les minorités nationales représentaient près de 54 % de la population au Xinjiang en 1990, elles représentaient plus de 76 % des travailleurs agricoles (contre 69,4 % en 1982 pour près de 52,8 % de la population totale à l'époque), moins de 41 % des effectifs des professions libérales et techniques et moins de 30 % des directeurs et administrateurs²².

13 Le déclassé socio-économique des minorités nationales au Xinjiang se traduit par des conditions de vie précaires aggravées par la quasi-inexistence de système de protection sociale en Chine. Selon le recensement de 1990, le taux de mortalité infantile chez les minorités nationales au Xinjiang était 3,6 fois plus élevé que chez les Hans et leur espérance de vie était de 62,9 ans contre 71,4 ans pour les Hans du Xinjiang. Parallèlement, le sous-emploi chez les jeunes Ouïghours a conduit à une augmentation de la criminalité et de la consommation de drogues très mal vécues par cette société musulmane. Cette pauvreté mais aussi les inégalités mentionnées ci-dessus donnent aux Ouïghours le sentiment qu'ils sont exclus de la croissance économique au profit des Hans. Ce statut de citoyen chinois de « deuxième classe » qui contraste avec les promesses de prospérité et d'égalité faites par le régime communiste chinois au moment de la « libération pacifique du Xinjiang » a amené beaucoup d'entre eux à penser qu'ils ont été abusés par la façade communiste du régime et qu'ils vivent en réalité sous le joug d'un régime colonial.

Elites et nationalisme chez les Ouïghours du Xinjiang

14 Comme le souligne le débat autour de la notion de colonialisme intérieur²³, sous des administrations coloniales ou perçues comme telles, les phénomènes de stratification socio-

économique le long de lignes ethniques dans la périphérie de certains Etats sont susceptibles d'encourager des phénomènes de revitalisation identitaire et de montée du nationalisme. Même si ce type d'approche ne révèle pas tous les facteurs et paradigmes entrant en ligne de compte dans la naissance et la montée en puissance du nationalisme au Xinjiang depuis le début du XX^e siècle, il permet de voir comment les inégalités mentionnées ci-dessus ont favorisé un renforcement du nationalisme ouïghour au cours des vingt dernières années. En effet, au-delà des particularismes culturels, la stratification socio-économique et politique au Xinjiang a encouragé de nombreux Ouïghours à se percevoir comme une communauté déclassée, distincte de la communauté du centre (c'est-à-dire des Hans) qui, elle, domine le système économique et politique. En cela, elle a favorisé l'émergence d'un nationalisme anticolonial²⁴ multiforme se nourrissant des particularismes des Ouïghours pour légitimer l'instauration d'un véritable autogouvernement (qui servirait enfin les intérêts de ces derniers et non exclusivement ceux de Pékin et des Hans).

15 Les élites ouïghoures, plus nombreuses et mises en concurrence avec les Hans, ont de plus en plus de mal à s'insérer dans le système²⁵. Le régime chinois tente bien de coopter une partie de ces dernières au sein de l'administration, mais même si des efforts notables ont été réalisés depuis les années 1950, il semble qu'au cours des dernières décennies ils soient devenus insuffisants pour éviter le déclasserement d'une partie des nouvelles élites. Dans les années 1950, en raison du nombre peu élevé de Ouïghours ayant suivi une formation, il était relativement facile pour ces dernières de trouver des postes à la mesure de leurs attentes. Au cours des deux dernières décennies, avec la fin de la politique du « bol en fer » (*tiefanwan*) et l'arrivée d'un plus grand nombre de Ouïghours et surtout de Hans bien formés sur le marché du travail, l'insertion d'une partie des élites ouïghoures est devenue plus délicate. De nombreux jeunes Ouïghours issus des classes populaires et moyennes reprochent ainsi au régime chinois de privilégier le placement de Hans aux postes de direction sans leur fournir de débouchés dignes de leur formation²⁶.

16 Les quelques données disponibles sur l'origine ethnique d'une partie des élites au Xinjiang semblent bien aller dans ce sens. Par exemple, en 1990, les minorités nationales ne représentaient que 28,8 % du nombre total de dirigeants et d'administrateurs au Xinjiang²⁷. Cet état de fait est aussi observable au sein du système politique : les cadres issus des minorités nationales restent sous-représentés au sein du PCC du Xinjiang. Ils ne représentaient que 37,3 % de ses membres en 1997²⁸. De plus, compte tenu des suspicions pesant sur leur loyauté envers Pékin, ils sont souvent déclassés vers des postes à faible niveau de pouvoir ou des postes où ils sont facilement contrôlables. Certes, les présidents du Gouvernement populaire de la Région autonome des Ouïghours du Xinjiang, de chaque préfecture autonome, et de chaque canton autonome sont élus à partir de la nationalité titulaire de l'unité administrative autonome. Cependant, comme dans le reste de la Chine, le PCC est le véritable centre de contrôle des institutions politiques. Or, les postes les plus importants au sein du PCC au Xinjiang sont tenus par des Hans fidèles à Pékin et non par des membres de minorités nationales. Il est par exemple révélateur de constater que, depuis 1949, le poste de secrétaire du PCC de la Région autonome des Ouïghours du Xinjiang a été occupé d'une façon presque systématique par des Hans.

17 En bref, si une partie des élites ouïghoures est insérée voire très bien insérée et ce depuis plusieurs générations, une part croissante des nouvelles élites éprouve de plus en plus de difficultés à trouver ses marques et vit souvent avec rancœur un sentiment d'exclusion voire de colonisation. Le déplacement de cette ligne de fracture en matière d'insertion des élites ouïghoures constitue en quelque sorte le « potentiomètre » du nationalisme ouïghour. Si elle se déplace vers « moins d'élites bien insérées », l'opposition nationaliste est susceptible de se montrer plus structurée et plus vigoureuse. Aujourd'hui, le fait que les élites mal insérées soient plus nombreuses qu'auparavant explique la montée du mécontentement chez les jeunes instruits déclassés et le renforcement de l'opposition politique. Pourtant, le fait qu'une partie d'entre elles continue d'être « bien insérée » nuit à la structuration du nationalisme ouïghour en empêchant pour le moment le recrutement sur une large échelle de cadres susceptibles d'organiser des mouvements de masse.

Réaffirmation identitaire et réislamisation chez les Ouïghours du Xinjiang

- 18 Après les années noires de la Révolution culturelle, la relative ouverture qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping a laissé la voie ouverte à un vaste mouvement de revitalisation des cultures locales. Les années 1980 ont vu un retour vers les traditions et les « fondements imaginés » de l'identité ouïghoure. Ce phénomène multiforme s'est traduit par exemple par la multiplication des ouvrages et des recherches universitaires sur l'histoire et la culture ouïghoure. Il a aussi pris, comme chez les Huis, la forme d'une revitalisation de l'islam²⁹. Alors que fleurissaient les publications relatives à l'islam, de nombreuses mosquées ont été rénovées ou construites. De même, l'enseignement religieux s'est fortement développé avec d'une part des écoles coraniques rattachées aux mosquées locales et d'autre part des écoles privées le plus souvent non déclarées³⁰. Cette réislamisation observée à l'échelle entière de la Chine a pris cependant une dimension particulière chez les Ouïghours. Elle s'inscrit bien sûr pour ces derniers à la fois dans une logique de retour (ou de retour perçu) à des pratiques antérieurement découragées ou réprimées, mais elle s'inscrit aussi à la marge dans une logique plus militante utilisant l'islam comme un instrument de distinction³¹ face aux valeurs laïques et athées promues par les autorités chinoises.
- 19 La revitalisation de la culture et de l'identité islamique des Ouïghours a aussi débouché dans les années 1980 sur la création d'associations étudiantes visant à promouvoir les droits et la culture des Ouïghours : Association Tengritakh (Tianshan), Association des jeunesses du Turkestan oriental, Association culturelle et scientifique des étudiants³²... S'inscrivant dans le cadre de la montée en puissance du mouvement démocratique étudiant en Chine tout en contestant le chauvinisme grand han, comme le confie un rapport traduisant les préoccupations du PCC, certaines de ces associations étudiantes nées sur les campus du Xinjiang semblent avoir rapidement adopté une démarche militante :

« Durant les trente années entre 1949 et 1979, quasiment aucune manifestation n'avait été organisée par étudiants des minorités du Xinjiang, mais après 1980, les manifestations étudiantes se sont succédées les unes aux autres. C'est un phénomène nouveau. Les étudiants ouïghours de sept universités et instituts incluant l'université du Xinjiang à Urumchi ont manifesté le 12 décembre 1985. Ils étaient ouvertement contre les décisions du gouvernement central. [...] Certains de ces étudiants se rassemblèrent et organisèrent cet incident politique bien préparé dont l'université du Xinjiang fut le QG. Avant et après cet incident, des affiches et des tracts proséparatistes avec des contenus tels que : "Les Chinois dehors", "L'indépendance pour le Xinjiang", "Coupons le chemin de fer qui nous relie à la Chine" ont été découverts à Urumchi et dans d'autres districts. En juin 1986, une autre manifestation a été organisée par une association étudiante de l'université du Xinjiang [...]. Utilisant la "défense de l'éducation des minorités" comme couverture, ils ont attaqué la politique d'autonomie des minorités du PCC et ont nui aux bonnes relations entre les minorités. Ils ont utilisé des slogans tels que "Pas de chauvinisme chinois", "Pas de transferts de populations chinoises au Xinjiang". Ils ont développé une très mauvaise influence dans la société. »³³

- 20 Hors des campus, la revigoration des *meshrep*³⁴ s'inscrit dans cette volonté de revitaliser la culture et l'identité ouïghoure. Au début des années 1990, de jeunes Ouïghours de la région de Ghuldja (Yining) ont lancé un mouvement de revitalisation de ces rassemblements qui ont rapidement essaimé. Cependant, il a pris lui aussi selon les autorités chinoise un tour « contre-révolutionnaire ». Craignant qu'il ne devienne un foyer de contestation et de « nationalisme local » (*difang minzuzhuyi*), le gouvernement régional a interdit les *meshrep* en 1995 ; les personnalités qui avaient lancé le mouvement ont été incarcérées³⁵.

Essor et déclin de deux mouvements politiques clandestins d'envergure

- 21 Cette aspiration à plus de militantisme³⁶ a aussi pris la forme de mouvements politiques³⁷ clandestins s'appuyant au Xinjiang et au sein de la diaspora³⁸ sur un nationalisme ouïghour teinté de panturquisme³⁹. Certes, et a fortiori avec le climat répressif actuel, ces formations ne sont pas des « partis de masse ». La scène militante ouïghoure est avant tout animée par une

frange de jeunes déclassés et d'intellectuels, régulièrement épurée par la répression chinoise. Jusqu'aux années 1990 deux formations clandestines, se situant dans le fil des courants structurant l'opposition avant 1949 et dotées d'une certaine longévité, ont successivement dominé la scène politique souterraine. Ces deux partis nationalistes/panturquistes, l'un se situant dans le fil de la mouvance socialiste laïque s'appuyant sur l'aide soviétique, l'autre dans le fil de la mouvance anticommuniste et islamique traditionnellement centrée sur le sud du Xinjiang, disposaient d'une assise militante relativement large par rapport aux formations actuelles (voir infra). Ils misaient parallèlement sur un important travail de mobilisation souterraine afin de préparer le soulèvement général du Xinjiang.

22 Après 1949, le premier grand parti clandestin organisé s'est constitué sous le nom de Parti populaire du Turkestan oriental (PPTO) (*Sharki Turkistan Halk Partisi*). Regroupant essentiellement des Ouïghours, mais aussi des Kazakhs, il aurait été établi secrètement en février 1968 selon les autorités chinoises ; mais selon des militants aujourd'hui réfugiés à l'étranger, certaines de ses cellules étaient déjà actives plusieurs années auparavant⁴⁰. Des années 1960 aux années 1980, aucun autre parti de grande envergure ne semble l'avoir concurrencé. Il s'agissait d'un parti séparatiste panturquiste d'obédience marxiste. Très structuré et bien hiérarchisé, il a rapidement recruté d'anciens cadres de la République du Turkestan oriental ainsi que des jeunes issus des minorités turcophones. Selon le Centre national du Turkestan oriental, ce parti aurait compté plus de 60 000 membres et 178 branches au Xinjiang⁴¹. Ces chiffres sont difficilement vérifiables. Cependant, le PPTO constitue sans doute la plus grande organisation secrète jamais formée depuis la libération du Xinjiang. La montée en puissance de ce parti souterrain semble avoir été largement favorisée par les excès de la Révolution culturelle et par la dégradation des relations sino-soviétiques. En effet, l'URSS a fourni une aide au PPTO. Comme le soulignent les sources chinoises et les témoignages de certains de ses anciens militants, le KGB via notamment des agents implantés au Kazakhstan a développé des liens avec ce parti et semble lui avoir fourni un soutien logistique à plusieurs reprises :

« Le comité central et les sous-comités du PPTO ont rédigé des articles tels que «la destinée des Ouïghours», «la constitution du PPTO» et «les principes généraux du PPTO». [...] ils clament tous [...] «Prenons le pouvoir avec l'aide de l'Union Soviétique et établissons une République du Turkestan oriental indépendante» [...] Certains d'entre eux ont même utilisé la bannière du marxisme et du léninisme et ont affirmé : «Nous voulons établir un pays indépendant en vertu du principe marxiste de l'autodétermination des peuples» [...] A une douzaine de reprises, le Comité d'Ili, la branche d'Urumchi, et le bureau d'Altaï du PPTO ont envoyé des délégations en Union soviétique et en République de Mongolie pour obtenir des armes, utiliser les stations de radio dans le cadre de leurs émeutes et demander des conseillers militaires. L'agence d'espionnage soviétique a envoyé un groupe de 14 personnes avec des espions transportant des émetteurs radio, des armes et des fonds pour leurs activités. Ces groupes sont arrivés au Xinjiang et sont rentrés en contact avec le PPTO à neuf reprises. »⁴²

23 Le PPTO a centré son action autour de la mobilisation des populations et des cadres turcophones du Xinjiang en vue de préparer une insurrection de masse contre Pékin. Parallèlement, il s'est livré à des actes de guérilla (sabotages, escarmouches avec la police et l'armée chinoises...) et a été à l'origine de différentes tentatives d'insurrection au cours des années 1960-1970. Vigoureux jusque dans les années 1970, il a été peu à peu affaibli par l'arrestation de ses dirigeants, par l'arrêt progressif du soutien soviétique au fur et à mesure de la baisse des tensions avec la Chine, puis par le déclin de l'idéologie communiste suite à l'effondrement de l'URSS. Néanmoins, alors que le PPTO déclinait, un nouveau parti d'opposition islamique antimarxiste s'est développé dans le sud du Xinjiang.

24 A mesure que l'URSS perdait de son aura chez les anticolonialistes musulmans au détriment de l'islam révolutionnaire et que la réislamisation du Xinjiang s'amorçait, la mouvance panturquiste islamique centrée sur le sud du Xinjiang a été revigorée par de nouveaux jeunes leaders. Elle s'est réorganisée autour du Parti de l'Islam du Turkestan oriental (PITO) (*Sharki Turkistan Islam Partisi*). Ce mouvement nationaliste panturquiste visait aussi à la réislamisation des Ouïghours et s'est développé à partir des réseaux de mosquées du sud du Xinjiang au cours des années 1980. Selon des sources officielles, il semble avoir établi des

ramifications dans de nombreuses agglomérations du bassin du Tarim voire jusqu'à Ghuldja (Yining), Turfan et Urumchi⁴³. Sans doute également inspiré par le succès des Afghans contre les Soviétiques, il s'est véritablement fait connaître en avril 1990 lors du déclenchement à Baren (près de Kashgar) d'une insurrection qui a pris la forme d'un *jihad* rappelant celui qui a abouti à la formation de la République turque islamique du Turkestan oriental (1933-1934)⁴⁴. L'insurrection qui a duré plusieurs jours a fait plusieurs dizaines de morts du côté des insurgés et a amené l'armée chinoise à déployer des effectifs importants dans la région pour réprimer la rébellion. Les autorités chinoises rattachent le PITO à la mouvance jihadiste implantée de l'autre côté des Pamirs et considèrent qu'il a donné naissance à des formations plus « radicales » telles le Parti d'Allah et le Mouvement islamique du Turkestan oriental. En raison du peu d'informations disponibles sur cette organisation, de tels liens sont difficile tant à vérifier qu'à infirmer. Cependant, les slogans clamés au cours de l'insurrection semblent faire du PITO à cette époque plus une forme rénovée du panturquisme islamique implanté historiquement dans le sud du Xinjiang qu'un pur avatar de l'islamisme radical :

« Lui [Yusuf Zeydin, leader de la branche locale du PITO] et ses adeptes ont ouvertement crié : "A bas le socialisme", "Dans le passé le marxisme a supprimé la religion, maintenant c'est au tour de la religion de supprimer le marxisme", "Unissons tous les peuples turks, longue vie au grand Turkestan oriental", "Prenons Baren, établissons le Turkestan oriental" ». ⁴⁵

Par la suite, la répression qui a suivi a empêché la reconstitution de ce parti sur des bases aussi larges, en dépit des tentatives de certains de ses membres au début des années 1990,.

Le tournant répressif des années 1990

Alors que les années 1980 sont perçues par beaucoup de Ouïghours comme une période d'apaisement des tensions, voire d'amélioration des rapports entre la société ouïghoure et l'Etat chinois, les années 1990 ont vu l'émergence d'un climat répressif générateur de fortes frustrations et de rancœurs. Le tournant répressif des années 1990 est largement liée à l'exacerbation des inquiétudes du PCC à plusieurs niveaux.

Sur le plan national, l'aile conservatrice du PCC estime être passée à côté du pire suite aux événements de Tiananmen en 1989, alors que des événements similaires avaient lieu de manière concomitante sur les campus du Xinjiang (voir supra). Elle considère alors qu'une reprise en main autoritaire est capitale afin d'assurer la survie du régime. Parallèlement, au début des années 1990, le régime chinois craint que l'indépendance des Républiques d'Asie centrale, mais aussi la diffusion de l'islamisme radical dans la région (voir infra), ne déstabilisent profondément le Xinjiang si rien n'est fait. D'une part, l'accession des autres grands peuples turks d'Asie centrale à l'indépendance risque de légitimer et de renforcer le séparatisme ouïghour. D'autre part, les liens culturels qui unissent les Ouïghours aux populations des nouvelles Républiques mais aussi la présence de diasporas ouïghoures dans ces pays⁴⁶ font craindre que des solidarités émergent entre les séparatistes ouïghours et ces Etats (ou certaines organisations présentes sur leur sol). Dans un premier temps, certains d'entre eux (le Kazakhstan et le Kirghizstan notamment) ont effectivement prêté asile aux nouveaux réfugiés voire reconnu des organisations des diasporas locales défendant l'indépendance du Turkestan oriental. Pékin s'est alors employé à couper les militants actifs au Xinjiang de ces soutiens extérieurs potentiels. En jouant sur les perspectives de règlement des contentieux frontaliers, de coopération économique, et en promouvant une coopération dans la lutte contre le séparatisme et l'islamisme en Asie centrale à travers l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS)⁴⁷, la Chine a obtenu des Républiques d'Asie centrale l'interdiction des organisations ouïghoures indépendantistes présentes sur leur territoire voire aujourd'hui l'extradition des militants récemment réfugiés sur place⁴⁸.

Sur le plan intérieur, le régime chinois confronté à la montée du nationalisme ouïghour et d'un islam subversif antigouvernemental, a progressivement resserré son contrôle sur la société et les espaces d'expression identitaire et religieuse⁴⁹ pour éviter que ne s'amorcent des dynamiques qui auraient pu rendre la situation incontrôlable. En même temps que les rapports entre l'Etat chinois et la société ouïghoure se tendaient et que se multipliaient des troubles parfois violents (insurrection de Baren en 1990, troubles de l'été et de l'automne 1993 dans

l'ensemble de la province, émeutes du 7 juillet 1995 à Khotan), le contrôle du régime chinois s'est progressivement durci.

30 Un tournant a véritablement été pris dans les années 1996-1997, suite au lancement en avril 1996 de la grande campagne nationale « frapper fort » contre la criminalité. Peu de temps après une réunion spéciale sur le maintien de la stabilité au Xinjiang au mois de mars 1996, cette campagne a pris dans la région autonome une dimension tout à fait particulière, centrée autour de la lutte contre le séparatisme et les activités religieuses illégales. Le comité permanent du bureau politique du PCC a alors fixé une liste exhaustive de directives strictes destinées à resserrer le contrôle sur le Xinjiang et éradiquer les activités potentiellement subversives⁵⁰. Toujours dans la même logique, les opérations coup de poing se sont succédées sans discontinuer (« Campagne de combat “frapper fort” spéciale de 100 jours » de janvier à mars 1999, « Campagne générale contre le terrorisme » d'avril à juin 1999, nouvelle campagne « Frapper fort » à partir d'avril 2001, campagne contre le séparatisme en octobre 2001...). Cette exacerbation de la répression s'est traduite par des milliers d'arrestations, mais aussi par de constantes violations des droits de l'homme et un usage abusif de la peine de la mort⁵¹. En encadrant voire en fermant les derniers espaces d'expression identitaire et religieuse⁵², ces restrictions ont considérablement tendu les relations entre la société ouïghoure et le régime chinois. Elles ont donné l'impression que le véritable objet des attaques du régime chinois n'était pas tellement le séparatisme voire l'islamisme mais l'identité ouïghoure elle-même⁵³.

La multiplication et la radicalisation des troubles dans les années 1990

31 A la même période, la mise en place de l'économie de marché conjugée à la concurrence des Hans toujours plus nombreux a tendu le climat social. Le fait que la scène politique locale inféodée à Pékin soit incapable de remettre en question des politiques issues du centre et souvent très mal vécues (essais nucléaires sur le site du Lop Nor, restriction des libertés religieuses, contrôle des naissances alors qu'affluent les colons...) a provoqué de nombreux mouvements de protestations. Face à ce climat social et politique tendu, les autorités locales n'ayant pas les moyens d'aller à l'encontre des politiques dictées par Pékin ont réagi souvent brutalement. Elles ont alors parfois contribué à donner une tournure insurrectionnelle à ces mouvements de protestation à l'origine simplement dirigés contre des mesures impopulaires⁵⁴.

32 Tandis que se multipliaient les troubles⁵⁵ et les échos des excès de la répression chinoise, tout au long des années 1990, de nouvelles formations ont émergé au Xinjiang et dans la diaspora. Dans la diaspora, la majorité des organisations ont commencé à se fédérer autour du rejet des modes d'actions violents et du lobbying pour la protection des droits fondamentaux des Ouïghours⁵⁶ ; alors qu'au Xinjiang des groupes à l'espérance de vie parfois réduite, mais adoptant des modes d'actions plus radicaux, ont bourgeonné. Ils se sont abrités derrière des effectifs plus restreints ou se sont repliés hors de Chine (Asie centrale, Afghanistan, Turquie). Ils ont multiplié les actes de guérilla (sabotages⁵⁷, incendies, attaques de casernes de police, de bases militaires), voire ont procédé à des actes terroristes (assassinats d'officiels hans, de collaborateurs ouïghours, attentats à la bombe). La multiplication des actes violents et terroristes au Xinjiang dans les années 1990 ne signifie pas que toutes les formations politiques ouïghoures sur place sont adeptes de ces modes d'action. Mais depuis peu, les autorités chinoises ont largement communiqué sur la multiplication des actions violentes pour donner l'image d'une opposition ouïghoure qui serait avant tout une force terroriste.

33 Jusqu'il y a peu, le gouvernement chinois avait fait le choix d'étouffer les informations concernant ces troubles. Cependant, suite aux événements du 11 septembre 2001, il a décidé de communiquer sur les actes les plus violents et sur une partie des actes terroristes commis au cours de cette période. Il a ainsi attribué certains d'entre eux à des groupes armés qui pour la plupart semblent avoir disparu ou être tombés en sommeil à ce jour⁵⁸. La « Brigade de choc du Parti réformiste islamique » serait responsable de l'attentat qui au Nouvel An chinois, en février 1992, avait tué trois personnes dans un bus à Urumchi⁵⁹. Le Parti islamique démocratique du Turkestan Oriental aurait, lui, procédé à des attaques à la bombe dans le sud

du Xinjiang qui auraient fait quatre victimes entre juin et septembre 1993⁶⁰. L'attentat le plus marquant, celui du 25 février 1997 à Urumchi (jour des funérailles de Deng Xiaoping) a été attribué à l'Alliance pour l'unité du Turkestan oriental. Quatre bombes avaient été placées sur différentes lignes de bus à Urumchi. Les explosions s'étaient soldées par un bilan de 9 morts et 74 blessés. En revanche, le régime chinois n'a pas mentionné dans son rapport l'attentat qui avait eu lieu durant le congrès annuel de l'Assemblée nationale populaire le 7 mars 1997 dans un bus du quartier de Xidan à Pékin (30 blessés et 2 morts). Cet attentat qui fut le premier à toucher Pékin depuis 1949 a été revendiqué par l'Organisation pour la Liberté du Turkestan oriental (basée en Turquie), mais le gouvernement chinois a réfuté l'implication des Ouïghours dans cet attentat.

La diffusion de l'islam radical au Xinjiang

- 34 A la même époque, des connexions paraissent avoir été établies entre certains militants ouïghours et des mouvements islamistes. Ce phénomène semble lié à plusieurs facteurs. D'une part, le modèle sociopolitique promu par ces mouvements a pu apparaître comme une alternative au modèle chinois perçu comme colonial et acculturant. Le désir d'établir un ordre politique et social qui remettrait les musulmans ouïghours au centre du système est une idée forte. L'espoir que l'imposition d'un cadre islamique strict apporterait parallèlement une solution aux problèmes sociaux actuels a sans doute aussi joué chez certains militants ouïghours. D'autre part, compte tenu de la cessation du soutien (actif ou passif) de l'URSS puis des Républiques d'Asie centrale et compte tenu de l'indifférence de la communauté occidentale⁶¹, la nécessité vitale de trouver des soutiens extérieurs sur lesquels la diplomatie chinoise n'a pas de prise a également joué un rôle important. Certains mouvements ouïghours ont vu dans la carte islamiste un moyen de faire jouer les solidarités entre musulmans au sein de l'*Umma* pour tenter d'obtenir un soutien politique, des bases de repli, voire des facilités d'entraînement et des fonds pour durcir la lutte contre le pouvoir chinois au Xinjiang.
- 35 Les premiers liens semblent s'être tissés au cours des années 1980. Durant cette période, de nombreux étrangers (commerçants, prédicateurs⁶²...) ont profité du relâchement relatif du contrôle chinois pour faire du prosélytisme sur place⁶³. Parallèlement, avec l'ouverture des frontières et l'adoucissement des restrictions concernant le pèlerinage à la Mecque, les Ouïghours dans le cadre de leurs séjours à l'étranger sont entrés en contact avec les mouvements prosélytes implantés au Pakistan, en Asie centrale ou dans certains pays arabes. Des liens là aussi se sont alors tissés. En même temps, au fur et à mesure que se renforçaient les restrictions sur l'enseignement religieux au Xinjiang, de nombreux jeunes Ouïghours sont partis à l'étranger. Par le biais des connexions qui avaient été établies dans les années 1980 ou par le biais de connexions familiales sur place, ces jeunes, mais aussi des Ouïghours des diasporas locales, ont suivi des formations religieuses dans des écoles coraniques parfois liées à des mouvements islamistes.
- 36 Ainsi, au Kazakhstan il semble qu'un certain nombre de Ouïghours aient adhéré au Parti islamique du Renouveau⁶⁴. En Ouzbékistan, et au Kirghizstan, certains d'entre eux ont intégré le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) ou bien l'Hizb-ut Tahrir (HT)⁶⁵. L'autre lieu de recrutement privilégié a été le Pakistan. Des chercheurs chinois ont avancé le chiffre d'une dizaine de milliers de Ouïghours qui se seraient rendus au Pakistan afin de recevoir un enseignement religieux⁶⁶. Ce chiffre est difficilement vérifiable. Néanmoins, certains d'entre eux ont effectivement suivi des cursus dans des écoles coraniques fondamentalistes pakistanaïses voire sont rentrés en contact avec divers mouvements islamistes locaux (Jamaat-e Islami⁶⁷, Jamaat al-Tabligh⁶⁸...). Par ces connexions, certains Ouïghours ont participé à des opérations guerrières. Il semble que le Hizb ul-Mujahidin⁶⁹ et le mouvement salafiste jihadiste⁷⁰ Lashkar-e Taiba notamment⁷¹ aient enrôlé une poignée de Ouïghours dans le conflit au Cachemire⁷². Cependant l'essentiel des Ouïghours impliqués dans le *jihad* l'a été en Afghanistan (dans les rangs notamment du Hizb-e islami, des Talibans, et plus tardivement dans les rangs du MIO). Citant des sources officielles russes et des experts chinois, la presse en Chine a fait état de chiffres allant de plus de 200 Ouïghours passés dans les « camps de Ben

Laden » jusqu'à plus d'un millier ayant reçu un simple entraînement militaire en Afghanistan⁷³. Là aussi, les chiffres sont difficilement vérifiables. Cependant après la chute des Talibans, le nouveau régime afghan a fait état seulement d'une vingtaine de prisonniers de nationalité chinoise (qu'il a promis de remettre aux autorités chinoises). On peut donc supposer que les Ouïghours ne constituent qu'une part négligeable des effectifs étrangers engagés aux côtés des mouvements radicaux locaux.

La faction islamiste au Xinjiang : une menace marginale mais instrumentalisée par le régime chinois

- 37 Au cours des années 1990, certains de ces jeunes Ouïghours ont mis en place à leur tour un petit nombre de formations islamistes (ou islamo-nationalistes) qui selon Pékin disposent de liens avec les réseaux jihadistes salafis implantés dans la région. En raison du peu d'informations fiables sur ces organisations ultra-clandestines, il est très difficile de procéder à une caractérisation idéologique très précise de ces dernières. Pour la plupart, elles regroupent un noyau de Ouïghours souvent réislamisés à l'étranger, parfois formés aux techniques de combat et à l'emploi des explosifs, auxquels se rajoutent des militants recrutés sur place par ces derniers. Cependant, le fait qu'elles ne recrutent pas de Huis et que leur discours insiste plus sur la libération du Turkestan oriental que sur l'instauration d'un Etat islamique (ou le retour à un islam purifié) traduit souvent la persistance d'un agenda largement nationaliste⁷⁴.
- 38 Sans avoir procédé à un recrutement massif, ces groupes ont avant tout enrôlé des jeunes urbains des classes populaires, du sud du Xinjiang notamment. Certes, le substrat de jeunes urbains à la fois déclassés et en rupture avec l'islam traditionnel soufi⁷⁵ fournit un réservoir susceptible d'alimenter le développement de ces formations. Cependant, bien que l'on puisse observer depuis peu une montée en puissance de la formation dawatisite Hizb-ut Tahrir⁷⁶, les formations islamistes au Xinjiang ont disposé d'effectifs réduits et ont été officiellement jusqu'à présent démantelées par la police chinoise. En réalité, l'attention de la sécurité publique chinoise a été dans un premier temps avant tout focalisée par le Parti d'Allah du Turkestan oriental islamique (dont le nom rappelle le Hezbollah). Fondé en 1993 selon certaines sources ou en 1997 pour d'autres⁷⁷, les effectifs de cette organisation prônant l'installation d'un Etat islamique auraient été d'une centaine à quinze cents membres. Selon les autorités chinoises, ses membres se seraient attachés à des personnalités liées au régime chinois. Une vague d'arrestation à la fin des années 1990 semble avoir dévoilé la préparation d'attentats à l'explosif. Elle a abouti selon la presse chinoise au démantèlement du Parti d'Allah il y a quelques années.
- 39 Pourtant, après les événements du 11 septembre 2001, l'existence marginale de ce type de formation a été utilisée par le régime chinois pour tenter d'insérer la répression de l'ensemble de l'opposition ouïghoure dans la dynamique internationale de lutte contre les réseaux terroristes islamistes⁷⁸. Alors que le ministre des Affaires étrangères chinois déclarait en novembre 2001 devant l'ONU que « les forces terroristes du Turkestan oriental sont entraînées, équipées et financées par des organisations terroristes internationales », au mois de janvier 2002, le Conseil des Affaires d'Etat publiait un rapport ambigu insistant sur les liens supposés entre al-Qaïda et l'opposition ouïghoure regroupée sous le label faussement unificateur de *Dongtu*⁷⁹. En fait, il n'existe aucune structure chapeautant l'ensemble des mouvements ouïghours au Xinjiang et à l'étranger et l'extrême majorité d'entre eux n'a aucun lien autant idéologique qu'organisationnel avec l'islamisme radical. Pourtant en insistant sur les liens supposés du Parti d'Allah et du Mouvement islamique du Turkestan oriental (MITO) avec al-Qaïda, ce rapport tend à ce genre d'amalgame. Selon la thèse défendue par le Conseil des Affaires d'Etat, des membres de ces formations se seraient entraînés dans les camps en Afghanistan. Les leaders du MITO (formation jusqu'alors quasiment inconnue) auraient rencontré Ben Laden au début 1999 et en février 2001, ce dernier acceptant de leur fournir « des sommes fabuleuses »⁸⁰. Il est possible que ces mouvements, et en particulier le MITO, aient eu des contacts avec le réseau Ben Laden et plus probablement avec le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan⁸¹. Cependant les déclarations chinoises qui tentent de mettre en évidence des

liaisons particulièrement étroites contrastent avec le silence de Ben Laden sur le Turkestan oriental.

40 De son côté, lors d'une interview à Radio Free Asia, le 22 janvier 2002, Hasan Mahsum (leader du MITO) affirmait que son objectif ultime était la libération du Xinjiang et n'ait tout lien organique avec al-Qaïda. Toujours est-il que le lobbying chinois a porté ses fruits. Il a permis à la Chine d'obtenir du gouvernement américain à la fin août 2002 puis du conseil de sécurité de l'ONU, l'inscription sur la liste des entités liées à al-Qaïda du Mouvement islamique du Turkestan Oriental ; ce dernier étant libellé d'une façon « extensive » sous le triple nom de Mouvement islamique du Turkestan oriental, de parti d'Allah du Turkestan oriental islamique et de Parti islamique du Turkestan oriental⁸².

Le régime chinois et le dilemme ouïghour

41 Les résultats des politiques menées par le régime chinois sont révélateurs de l'impasse politique dans laquelle ce dernier s'est placé en s'attaquant aux expressions du mal-être ouïghour sans s'attaquer à ses véritables causes. Revenant sur ses promesses, Mao a rapidement fait le choix de la répression pour mettre un terme aux demandes d'autogouvernement apparues dès les années 1950. Le régime chinois a alors fait tomber dans l'illégalité non seulement toute forme de contestation des politiques mises en place au Xinjiang, mais il a aussi largement fermé les espaces dans lesquels s'exprimaient la culture et les convictions religieuses des Ouïghours. Il a de ce fait alimenté des frustrations également exacerbées par la colonisation et la stratification socio-économique que cette dernière continue d'alimenter. Aussi, quand pour réduire les tensions, le régime chinois a partiellement réouvert ces espaces, cette réouverture a débouché sur une montée en puissance du nationalisme ouïghour. Depuis que le régime chinois a fermé ces espaces et renoué avec la répression, les espoirs d'autogouvernement, voire seulement de dialogue avec les autorités chinoises, se sont envolés. La rupture consommée, les actions violentes ont succédé aux manifestations pacifiques pour faire entendre le mal-être ouïghour. Isolés par une diplomatie chinoise habile, les restes de l'opposition ouïghoure au Xinjiang sont désormais à la merci de tous les extrémismes.

Notes

1 Cette étude s'appuie notamment sur les données recueillies par l'auteur depuis la fin des années 1990 au Xinjiang et au sein de la diaspora ouïghoure.

2 *Sharki Turkistan* en ouïghour.

3 Historiquement, ces populations se partageaient les différentes niches écologiques locales. Les oasis au sud des Tianshan, c'est-à-dire les oasis du bassin du Tarim, de Turfan et de Komul (Hami) sont traditionnellement peuplées de sédentaires ouïghours. La chaîne des Tianshan et les steppes au nord sont, elles, le domaine des nomades kazakhs et kirghizes. A ces populations turcophones se rajoutent des nomades mongols dans le nord et l'est, une communauté tadjike dans les Pamirs, et quelques commerçants ouzbeks et tatars dans les grandes oasis. Suite à la conquête de la région par les Qing, sont venus s'installer des Hans, des populations de Mandchourie démobilisées ou envoyées sur place pour assurer le contrôle du nord de la province ainsi que des Chinois musulmans (Huis).

4 Ces populations turcophones ont comme point commun de pratiquer un islam sunnite de rite hanéfite marqué par le soufisme. Seuls les Tadjiks du Pamir chinois dérogent à cette règle. Persanophones, il se rattachent à la branche ismaélienne du chiisme.

5 Jusqu'au XX^e siècle, ces populations fragmentées par des particularismes, des rivalités politiques et religieuses entre oasis faisaient appel à leur origine géographique (oasis d'origine) pour s'identifier. Le terme de « ouïghour » fait référence au peuple turk du moyen âge qui a développé une civilisation brillante dans l'est du Xinjiang. Cet ethnonyme ressuscité par les ethnologues russes et qui avait disparu depuis l'islamisation a été remis en service dans les années 1930 par les conseillers soviétiques de Sheng Shicai pour désigner les populations turcophones musulmanes sédentaires parlant les dialectes turki des oasis du Xinjiang. Voir Dru Gladney, « The Ethnogenesis of the Uighur », *Central Asian Survey*, vol. 9, n° 1, 1990,

- pp. 1-28 ; Abdurahman Abdullah, *Tashkentchilair* (Ceux qui ont étudié à Tachkent), Xinjiang Renmin chubanshe, 2002.
- 6 Le panturquisme qui s'est en partie confondu avec le jadidisme en Asie centrale s'est développé dans les années 1880 chez les Tatars de Russie. Ce mouvement de réforme avait pour objectif de rendre un poids politique aux peuples turks musulmans et d'éveiller leur conscience nationale en les faisant entrer dans la modernité (réforme de l'éducation, réforme théologique...). A défaut de s'inscrire à l'échelle du monde turc dans son ensemble, le panturquisme aujourd'hui intimement mêlé au nationalisme ouïghour permet d'intégrer les différentes populations turcophones du Turkestan oriental dans un même projet politique.
- 7 Masami Hamada, « La transmission du mouvement nationaliste au Turkestan oriental (Xinjiang) », *Central Asian Survey*, vol. 9, n° 1, 1990, pp. 29-48 ; Justin Rudelson, *Oasis Identities : Uyghur Nationalism Along China's Silk Road*, New York, Columbia University Press, 1997, pp. 55-57.
- 8 Andrew D. Forbes, *Warlords and Muslims in Chinese Central Asia, A Political History of Republican Xinjiang 1911-1949*, Cambridge, Cambridge University Press, 1986, pp. 63-121.
- 9 Linda Benson, *The Ili Rebellion : the moslem challenge to Chinese authority in Xinjiang, 1944-1949*, New York, Armonk, Sharpe, 1990 ; David Wang, *Under the Soviet shadow : the Yining incident ; Ethnic conflicts and international rivalry in Xinjiang, 1944-1949*, Hong Kong, Chinese University Press, 1999.
- 10 Barry Sautman, « Preferential Policies for Ethnic Minorities in China : the Case of Xinjiang », *Nationalism and Ethnic Minorities*, vol. 4, n° 1/2, printemps/été 1998, pp. 86-113.
- 11 Cette politique de colonisation vient par exemple d'être à nouveau ouvertement encouragée par le comité permanent du bureau politique du PCC du 19 mars 1996 sur le maintien de la stabilité du Xinjiang («Guanyu weihu Xinjiang wending de huiyi jiyao, zhongyang zhengzhiju weiyuan hui » – A propos de la séance confidentielle du comité permanent du bureau politique du PCC sur le maintien de la stabilité au Xinjiang, 19 mars 1996, une version anglaise de ce texte a été publiée par Human Rights Watch).
- 12 James D. Seymour, « Xinjiang's Production and Construction Corps and the Sinification of Eastern Turkestan », *Inner Asia*, Vol. 2, n° 2, 2000, pp. 171-194 ; Nicolas Becquelin, « Chinese hold on Xinjiang : Strengths and Limits », in François Godement éd., *La Chine et son Occident. China and its Western Frontier*, Les Cahiers de l'Asie, IFRI, Paris, 2002, pp. 62-66 ; *Xinjiang shengchan jianshe bingtuan tongji nianjian*, (Annuaire statistique des corps de production et de construction du Xinjiang), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 1999.
- 13 Il est difficile d'évaluer le nombre réel de Hans vivant au Xinjiang car dans leurs statistiques les autorités chinoises ne déclarent que les populations sous la juridiction des autorités régionales et non celles sous la juridiction des autorités centrales.
- 14 Par islamisme, nous entendons tout mouvement mené par des intellectuels de formation moderne dont le projet est de « construire, à partir du pouvoir de l'Etat, un système politique totalisant qui gérerait tous les aspects de la société et de l'économie, en s'appuyant sur les seuls fondements de l'Islam et en refusant le pluralisme politique » (Olivier Roy, *Généalogie de l'islamisme*, Hachette, Paris, 2002, p. 10).
- 15 Compte tenu du déficit structurel des finances de la région autonome (environ 50 % du budget régional à la fin des années 1990), le Xinjiang est largement dépendant des financements du gouvernement central (voir Nicolas Becquelin, « Xinjiang in the nineties », *China Journal*, n° 44, juillet 2000, pp. 71-74).
- 16 En janvier 2000, Pékin a lancé la campagne « d'ouverture du Grand Ouest » (*Xibu dakaiifa*) afin de réduire l'écart de développement entre l'est et l'ouest de la Chine. Elle vise notamment à encourager l'investissement dans l'ensemble constitué par la région autonome des Ouïghours du Xinjiang, la région autonome du Tibet, du Ningxia, du Guangxi, de Mongolie intérieure, les provinces du Qinghai, du Gansu, du Shaanxi, du Sichuan, du Yunnan, du Guizhou et la municipalité de Chongqing. Bien que de nombreux doutes pèsent l'efficacité des mesures proposées, les autorités du Xinjiang y font fréquemment référence pour assurer aux populations autochtones qu'elles ne sont pas délaissées et que tous les moyens sont mis en œuvre pour améliorer leurs conditions de vie. Sur la campagne et ses enjeux, voir David S. G. Goodman, « The politics of the West : Equality, nation-Building and Colonisation », in *La Chine et son Occident. China and its Western Frontier*, IFRI, Les Cahiers d'Asie, Paris, 2001, pp. 23-55.

17 2002 *Zhongguo tongji nianjian* (Annuaire statistique de la Chine), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 2002, p. 51.

18 Les principales zones pionnières ont été ouvertes le long de l'axe Hami-Turfan-Urumchi-Changji-Shihezi et le long d'un axe poussant vers l'ouest (Yanji-Korla-Luntai-Aksu...). L'extension des infrastructures de transport a largement favorisé la colonisation en rendant plus accessibles aux colons des zones autrefois reculées. Dans les années 1950, seule Komul (Hami) était reliée au reste du réseau ferroviaire chinois. Urumchi fut reliée en 1960. La section Turfan-Korla fut achevée en 1984, le rattachement d'Urumchi à la frontière kazakhe fut achevé au début des années 1990 et la section Korla-Aksu-Kashgar en 1999. La route « transdésert » qui relie Khotan à Korla a été terminée en 1995. Ainsi, depuis le raccordement du nord du bassin du Tarim au réseau ferroviaire chinois et depuis le raccordement routier de Khotan au nord du bassin du Tarim, les centres historiques de peuplement ouïghour autrefois isolés connaissent un afflux continu de colons.

19 Le seuil fixé par les organisations internationales est d'environ un dollar par jour (soit environ 3 000 rmb par an).

20 Au Xinjiang, compte tenu de l'omniprésence du *putonghua* dans l'administration et l'économie, il est capital de le maîtriser pour accéder à des postes de responsabilité. Les jeunes élèves ouïghours ont le choix entre suivre les « classes ouïghoures » où l'enseignement est effectué essentiellement en ouïghour et les « classes chinoises » où l'enseignement est effectué en mandarin (chinois). Les élites ouïghoures (maîtrisant souvent elles-mêmes le mandarin) envoient fréquemment leurs enfants dans les classes chinoises pour leur garantir de meilleures chances de réussite professionnelle. Cependant, compte tenu des risques d'acculturation que ce type de démarche représente pour certains, compte tenu de la compartimentation assez stricte de l'habitat han et ouïghour, mais aussi parce que dans les zones ouïghoures rurales reculées ce type de classe n'existe pas, la plupart des familles ouïghoures envoient leurs enfants dans les « classes ouïghoures » à proximité de leur domicile. Aussi beaucoup de jeunes en dépit de l'existence de cours de (et en) mandarin dans les « classes ouïghoures » ne maîtrisent-ils pas le chinois au sortir de ces dernières.

21 L'arrivée continue de Hans produit sur le marché du travail d'importantes tensions qui sont aggravées par le fait que l'économie est dominée par les Hans. Ces derniers préférant s'entourer de Hans, les emplois qu'ils créent profitent à ces derniers et non aux Ouïghours. Cette « embauche préférentielle » est surtout observable dans le secteur privé où il n'y a pas d'encouragements à l'embauche des minorités nationales. Nombre de Ouïghours font état avec rancœur de ce type de discrimination sur le marché du travail et se plaignent à compétence égale voire supérieure de ne pouvoir concourir avec les Hans ou les Huis (Entretiens, Xinjiang, 1999-2002).

22 Emily Hannum & Yu Xie, « Ethnic stratification in Northwest China : occupational differences between Han Chinese and national minorities in Xinjiang, 1982-1990 », *Demography*, vol. 35, n° 3, 1998, p. 328.

23 Voir Michael Hechter, *Internal Colonialism : The Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, Londres, Routledge et Kegan Paul, 1975. La question de savoir si le Xinjiang remplit la demi-douzaine de critères qui permettent d'affirmer qu'un territoire est une colonie intérieure fait l'objet d'un débat. Cependant, à notre avis, la question de savoir si la communauté périphérique se perçoit comme une communauté colonisée importe plus que la validation de ces critères pour comprendre comment ces situations de stratification (perçues ou réelles) peuvent déboucher sur du nationalisme ethnique.

24 Entretiens, 1999-2002. Voir par exemple, East Turkistan Information Center, « Sherqiy Turkistanda Bashbalasi Koçmenliri » (Les migrants chinois au Turkestan oriental), www.uygur.org.

25 Entretiens, Xinjiang, 1999-2002.

26 *Ibid.*

27 Cf note 22.

28 Colin Mackerras, « Xinjiang and the causes of separatism », *Central Asian Survey*, vol. 20, n° 3, 2001, p. 290.

29 Voir Elizabeth Allès, Leïla Chérif-Chebbi & Constance-Hélène Halfon, « L'islam chinois, unité et fragmentation », *Archives de sciences sociales des religions*, n° 115, 2001, pp. 15-47.

30 Sur l'enseignement religieux en Chine, voir Elizabeth Allès, « L'enseignement confessionnel musulman en Chine », *Perspectives chinoises*, n° 74, novembre/décembre 2002, pp. 21-30.

31 Comme Pierre Bourdieu l'a souligné dans son analyse sur les relations entre l'*habitus* et les conflits de classe, ce dernier est régi par des logiques relationnelles. Il est public avant tout en ce qu'il est destiné à être porteur de sens aux yeux de l'autre. En cela, l'étude de l'évolution de l'*habitus* ouïghour apporte de nombreuses informations sur la nature du rapport que les Ouïghours entretiennent avec le centre chinois.

32 Artoush Kumul, « Le séparatisme ouïghour au XX^e siècle », *CEMOTI*, n° 25, janvier-juin 1998, p. 88.

33 Zhang Yumo, « The Anti-Separatism Struggle and its Historical Lessons since the Liberation of Xinjiang » in Yang Faren et al., *Fanyisilanzhuyi, fantujuezhuyi yanjiu* (Etude sur le panislamisme et le panturquisme), 1994, document traduit et publié en anglais sur le site internet de l'Uyghur American Association, www.uyghuramerican.org/researchanalysis/trans.html.

34 Les *meshrep* sont des rassemblements à l'échelon local ou du quartier, privilégiant la communication de la culture traditionnelle ouïghoure. Ce mouvement de revitalisation de la culture traditionnelle visait aussi à enrayer la perte des « valeurs morales » chez les jeunes Ouïghours (affaiblissement des solidarités intergénérationnelles, criminalité, consommation de drogue et d'alcool...).

35 Amnesty International, « People's Republic of China : Gross Violations of Human Rights in the Xinjiang Autonomous Region », 1^{er} avril 1999, pp. 18-19.

36 Sur la montée du militantisme nationaliste chez les jeunes Ouïghours, voir aussi l'étude de Joanne Smith, « Four Generations of Uyghurs : The Shift towards ethno-political Ideologies among Xinjiang's Youth », *Inner Asia*, vol. 2, n° 2, 2000, pp. 195-224.

37 Bien que cette étude s'attache en particulier aux manifestations politiques du « mal-être ouïghour », il est important de noter que ce mal-être alimente aussi une « résistance infrapolitique » ancrée notamment dans la vie quotidienne des Ouïghours. Voir sur la question, Gardner Bovington, « The Not-So-Silent Majority : Uyghur Resistance to Han Rule in Xinjiang », *Modern China*, vol. 28, n° 1, janvier 2002, pp. 39-78.

38 Cette étude se limite aux mouvements actifs au Xinjiang. Sur les formations politiques de la diaspora, voir Frédérique-Jeanne Besson, « Les Ouïghours de la diaspora », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* (CEMOTI), n° 25, juillet-décembre 1998, pp. 161-192.

39 Cf note 6. Sur ce point, en dehors du débat portant sur l'émancipation et les moyens à utiliser, l'accent mis sur la primauté de la lutte pour la reconnaissance des droits souverains de la nation ouïghoure ou bien celui mis sur la nécessité de défendre les intérêts des différentes populations turcophones dans le cadre d'un projet panturc à l'échelle du Xinjiang resurgit dans le débat sur la dénomination de la région par les différents mouvements nationalistes : Ouïghouristan pour les premiers, Turkestan oriental pour les seconds. Voir sur la question, ETIC, « Sherqiy Turkistanmu ? Uyghuristanmu ? » (Turkestan oriental ? Ouïghouristan ?).

40 Entretiens, diaspora ouïghoure 2002. Pour Artoush Kumul, il était déjà actif à la fin des années 1950 (voir Artoush Kumul, *op.cit.*, p. 85).

41 *Taipei Times*, 11 octobre 1999.

42 Zhang Yumo, *op. cit.*

43 *Ibid.*

44 Cf note 8.

45 *Ibid.*

46 L'essentiel de la diaspora ouïghoure est réfugiée en Asie centrale où elle compte selon le recensement de 1989 au Kazakhstan 180 000 membres (500 000 selon les associations ouïghoures), 40 000 personnes au Kirghizstan (250 000 selon les associations), 5 000 au Turkménistan (20 000 pour les associations) et des effectifs difficiles à évaluer en Ouzbékistan (beaucoup d'Ouïghours s'étant fait enregistrer comme Ouzbeks). Le reste de la diaspora est installé en Turquie (environ 10 000 personnes) et, dans des proportions plus restreintes, en Allemagne, en Australie, en Arabie Saoudite, en Suède, au Canada, aux Etats-Unis, en Inde et au Pakistan.

47 Nouvelle dénomination du Groupe de Shanghai créé en 1996, l'OCS regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

48 Ainsi, par exemple, le gouvernement du Kazakhstan qui avait reconnu officiellement des organisations indépendantistes implantées sur son territoire (le Front national révolutionnaire uni, l'Organisation de libération du Ouïghouristan et l'Union des peuples ouïghours) a fini par les interdire en 1995 sous la pression du gouvernement chinois. Sur la répression

contre les militants ouïghours en Asie centrale, voir ETIC, « Sherqiy Turkistanning 2002-yili Yanwardin–Mayghice Bolghan Arliqtiki Insan Heqliri Weziyiti Heqqide Teyarlanghan Mehsus Dokilat » (Rapport spécial sur l'état des droits de l'homme au Turkestan oriental sur la période janvier-mai 2002), 1^{er} mai 2002, pp. 7-8.

49 Le contrôle autour des activités religieuses illégales a été resserré via des textes comme « les régulations temporaires sur le contrôle des réunions religieuses dans la Région autonome des Ouïghours du Xinjiang » en 1988 ou « les régulations sur les activités religieuses dans la Région autonome des Ouïghours du Xinjiang » en 1995.

50 Cette liste communément appelée document secret n° 7 insiste par exemple sur la nécessité d'épurer le PC et l'administration locale de leurs éléments les moins fiables, de renforcer la propagande contre le séparatisme, de renforcer le contrôle sur les populations du Xinjiang, d'encourager l'afflux de cadres et de colons hans dans le cadre des Corps de construction et de production du Xinjiang afin de mieux contrôler la région, de contrôler sévèrement la construction de nouvelles mosquées, de donner les positions dirigeantes dans les mosquées ou les organisations religieuses à des personnes qui aiment la « mère patrie », d'enregistrer toutes les personnes qui ont suivi des formations dans des écoles religieuses ne disposant pas d'autorisation et de les surveiller, de prendre des « mesures fortes » pour éviter que la religion n'intervienne dans les affaires sociales et politiques... Voir « Guanyu weihu Xinjiang wending de huiyi jiyao, zhongyang zhengzhiju weiyuan hui », *op.cit.*

51 Au Xinjiang la banalisation de la torture, des mauvais traitements, des exécutions suites à des procès sommaires contrastent avec la relative pacification de l'appareil répressif à l'intérieur de la Chine propre. Selon un rapport d'Amnesty international, entre avril 1997 et 1999, un minimum de 190 exécutions a été répertorié (Amnesty International, « People's Republic of China : Gross Violations of Human Rights in the Xinjiang Autonomous Region », *op. cit.*). Pour Marie Holzman, la proportion des Ouïghours parmi les citoyens chinois condamnés à mort est dix fois supérieure à leur part dans la population chinoise (communication personnelle). Ce tournant répressif a été lui-même exacerbé par les graves événements qui se sont déroulés en février 1997. Les 5 et 6 février 1997 de violentes émeutes se sont produites à Ghuldja (Yining). Elles ont été brutalement réprimées. La répression et les arrestations massives qui ont suivi ont instauré un climat de terreur qui a fortement marqué les esprits. En dépit du bilan officiel faisant état de neuf morts et d'une centaine de blessés, le bilan probable est sans doute de plusieurs dizaines de morts chez les insurgés.

52 De nombreux ouvrages suspectés de propager des idées « malsaines » sont ainsi régulièrement retirés des rayonnages voire parfois brûlés en public (le cas le plus connu est celui des ouvrages de Turghun Almas sur l'histoire des Ouïghours). Les Ouïghours travaillant dans l'administration ainsi que les étudiants sont fortement dissuadés de pratiquer l'islam sous peine de sanctions dans leur avancement voire d'être exclus de leur université ou de perdre leur travail. Régulièrement, la presse mentionne la fermeture de mosquées ou écoles religieuses illégales et les lourdes peines sanctionnant les imams et les prédicateurs impliqués. Au mois de mars 2001, le régime chinois a lancé une campagne assez mal vécue de « rééducation patriotique des imams ». Les imams sont ainsi obligés de suivre des cours d'éducation patriotique (sous peine de perdre leur autorisation d'exercer) alors que pèsent de nombreuses restrictions sur l'enseignement religieux dans la région (par exemple dans le reste de la Chine, les imams peuvent former assez librement un nombre indéfini d'étudiants en religion dans les écoles rattachées aux mosquées mais au Xinjiang, ils ne peuvent former plus d'un ou deux élèves).

53 Voir par exemple, ETIC, « Hitay Hokumiti Sherqiy Turkistanda Yuguziwatqan Bir – Birige Zir Diniy Siyasetliri Arqiliq Ozining Asasi Qanunini Ayaq – Asti Qilmaqta » (Le gouvernement chinois viole sa propre constitution à travers les campagnes religieuses contradictoires qu'il mène au Turkestan oriental).

54 Par l'exemple, les événements de Khotan en juillet 1995 sont liés à l'arrestation successive de plusieurs imams charismatiques. L'insurrection de Ghuldja en février 1997 semble liée à la conjonction de plusieurs mesures impopulaires dont l'interdiction des *meshrep* et l'arrestation d'un groupe de prière au cours du Ramadan.

55 Sur les troubles qui ont secoué le Xinjiang au cours des deux dernières décennies, Michael Dillon, « Xinjiang : Ethnicity, Separatism, and Control in Chinese Central Asia », *Durham East Asian Papers*, n° 1, 1995, pp. 17-31.

56 Une vingtaine d'organisations ouïghoures ont fait un nouveau pas vers une meilleure coordination de leur action via la mise en place du Congrès national du Turkestan oriental (CNTO) et de son bureau permanent à Munich en octobre 1999. Les statuts et les objectifs du CNTO peuvent être consultés sur le site internet : www.eastturkistan.com.

57 Les infrastructures militaires chinoises, les lignes de chemin de fer qui conduisent les colons hans vers le Xinjiang et les pipelines exportant les hydrocarbures locaux vers le reste de la Chine constituent des cibles privilégiées de ces actes de sabotage.

58 Pour une liste exhaustive des actions violentes attribuées par le régime chinois aux séparatistes au Xinjiang, voir « True nature of 'East Turkestan' forces », *China Daily*, 22 janvier 2002.

59 *Ibid.*

60 *Ibid.*

61 Pour de nombreux militants ouïghours, l'absence de soutien des Occidentaux et en particulier des Etats-Unis tend à pousser certains d'entre eux dans les bras des islamistes (Entretiens, 1999-2002).

62 En provenance du Pakistan notamment.

63 Compte tenu des relations amicales que la Chine et le Pakistan s'efforcent de maintenir, le sujet reste encore tabou mais les allées et venues de prédicateurs pakistanais suite à l'ouverture de la route du Karakorum au commerce transfrontalier ont fortement irrité les autorités chinoises. En signe de protestation, la Chine a fermé sa frontière avec le Pakistan entre 1992 et 1994. Quelques mois après sa réouverture, la Chine a arrêté près de 450 Pakistanais s'étant livré « à des actions illégales » au Xinjiang. Les diplomates chinois ont refusé de préciser si certains d'entre eux avaient été arrêtés pour cause de prosélytisme religieux ou politique mais ce silence semble bien indiquer que c'était le cas (*Nawai Waqt*, 4 juin 1996). Plusieurs marchands pakistanais régulièrement de passage à Kashgar m'ont indiqué qu'ils avaient cessé de se rendre à la mosquée pour « éviter les ennuis avec les autorités chinoises ».

64 Stéphane Dudoignon, « Islam d'Europe ? Islam d'Asie ? En Eurasie centrale (Russie, Caucase, Asie centrale » dans *L'Islam en Asie, du Caucase à la Chine*, sous la direction d'Andrée Feillard, Paris, La Documentation française, p. 67.

65 Le HT est un parti dawatiste (c'est-à-dire fondant son action sur la prédication). Contrairement aux partis jihadistes qui visent avant tout la conquête du pouvoir politique par la force, ce parti néo-fondamentaliste a d'abord pour objectif de ré-islamiser les sociétés musulmanes avant de se lancer à la conquête du pouvoir politique. Originaire de Jordanie, il a essaimé dans le monde musulman et notamment en Ouzbékistan où il est devenu aux côtés du Mouvement islamique d'Ouzbékistan la bête noire du président Karimov. Voir Ahmed Rashid, *Asie centrale, champ de guerres. Cinq Républiques face à l'islam radical*, Autrement Frontières, Paris, 2002, pp. 106-123. Cette organisation s'est implantée depuis peu au Xinjiang. Quelques Ouïghours recrutés en Ouzbékistan et au Kirghizstan sont retournés au Xinjiang et ont formé des cellules qui ont essaimé à la fin des années 1990 (Entretiens, 2002).

66 *International Herald Tribune*, 15 octobre 2001.

67 En décembre 1995, une centaine de Ouïghours, la plupart financés par la Jamaat-e islami suivaient une scolarité à l'Institut Sayed Mawdudi à Lahore ou dans d'autres écoles coraniques au Pakistan (*The Herald*, décembre 1995).

68 En 1997, cette organisation dawatiste avait affirmé procéder à des « activités missionnaires » de l'autre côté de la frontière chinoise (*Asia Times*, 12 février 1997).

69 Ce mouvement de guérilla actif au Cachemire est lié à la Jamaat-e Islami et au Hizb-e Islami afghan.

70 Influencés par le salafisme, ces mouvements « revendiquent le retour à un islam strict, débarrassé des coutumes et cultures locales » et « prônent le *jihad* pour récupérer les terres musulmanes « occupées », voire pour lutter contre des régimes musulmans considérés comme traîtres » (Mariam Abou Zahab & Olivier Roy, *Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise*, collection CERI/Autrement, Paris, 2002, p. 5).

71 Sur ces organisations, voir Mariam Abou Zahab & Olivier Roy, *op. cit.*

72 Selon des officiels indiens, trois Ouïghours auraient été capturés lors de batailles au Cachemire il y a deux ans.

73 « Jiangdu yu qian ren ladan ying shouxun » (Plus d'un millier d'indépendantistes du Xinjiang auraient reçu un entraînement dans les camps de Ben Laden), *Mingpao*, 3 novembre 2001.

74 Entretiens, 2002.

75 Les Ouïghours continuent de pratiquer un islam qui reste largement marqué par le soufisme et le culte des saints. Hormis ceux qui se sont rendus à l'étranger ou bien certains jeunes urbains (qui sont souvent déconnectés des réseaux soufis), les populations du Xinjiang restent donc en général encore peu sensibles aux versions radicales de l'islam et se montrent souvent très critiques vis-à-vis de ces pratiques.

76 La montée en puissance actuelle du HT au Xinjiang est sans doute liée à son mode d'action politique à la fois pacifique (qui lui donne une image plus « respectable ») et ultra-secret (il expose moins ses militants à la répression chinoise que les actions violentes des groupes « jihadistes »). Elle est aussi liée à l'accent mis sur l'amélioration de l'individu et l'accession à un bien-être à la lumière d'un islam purifié. En effet, en plus de son projet politique de rattachement à un grand califat (et donc de libération du « joug » chinois), l'accent qu'il met sur la dimension religieuse individuelle est considérée par ses adeptes (souvent de jeunes urbains déclassés) comme le moyen de mettre un terme à la plupart des problèmes sociaux qui frappent la société ouïghoure (délitement des solidarités, criminalité, consommation de drogue...).

77 *Zhonguo xinwen xhe*, 7 juillet 2000; *South China Morning Post*, « Victory claimed against Muslims Rebels », 13 janvier 2001.

78 Voir « Uyghurs 'part of world problem' », *South China Morning Post*, 16 novembre 2001, « Bin Laden's Network : A Chinese View », *People's Daily*, 16 novembre 2001 ; « Guowuyuan : Ladan chuci peixun xindu » (Conseil des Affaires d'Etat : Ben Laden finance l'entraînement des indépendantistes du Xinjiang) », *Mingpao*, 22 janvier 2002, *China Daily*, 22 janvier 2002 (op. cit.)...

79 *Dongtu* correspond à la forme abrégée de Turkestan oriental en chinois.

80 Voir *China Daily*, op. cit. Le rapport publié par le Conseil des Affaires d'Etat accuse le MITO d'avoir établi au Xinjiang des cellules de formation au maniement des explosifs et d'avoir constitué d'importants stocks d'armes et de produits destinés à fabriquer des explosifs.

81 Le fait que les dénominations de ces deux organisations soient très voisines, mais aussi la présence de Ouïghours parmi les combattants du MIO faits prisonniers dans le nord de l'Afghanistan, abondent dans ce sens.

82 En fait, la décision américaine avait sans doute moins à voir avec la lutte contre le terrorisme international qu'avec les préoccupations des Etats-Unis relatives à l'exportation par la Chine de technologies dites « sensibles ». Pour beaucoup d'analystes, l'inscription du MITO sur cette fameuse liste noire avait surtout pour objectif de satisfaire la Chine afin de l'amener à stopper ses ventes de missiles vers des pays potentiellement agressifs (au même moment, la RPC a en effet mis en place de nouveaux règlements encadrant ses exportations de missiles) (*Xinhua*, 26 août 2002).

Pour citer cet article

Référence électronique

Rémi Castets, « Le nationalisme ouïghour au Xinjiang : expressions identitaires et politiques d'un mal-être. », *Perspectives chinoises* [En ligne], 78 | juillet-août 2003, mis en ligne le 02 août 2006, consulté le 23 mai 2015. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/156>

Droits d'auteur

© Tous droits réservés